

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Je ne puis parler de cette question que sous toutes réserves. Je n'ai pas vu les déclarations attribuées à mon collègue, l'honorable Marcel Masse. Suivant les renseignements les plus récents que je possède, le groupe OSLO a fait une proposition, laquelle est encore à l'étude au gouvernement fédéral et au gouvernement albertain, et nous nous sommes engagés à présenter prochainement une réponse officielle au groupe OSLO.

● (1410)

Je ne sais pas—ce que j'ajouterai encore une fois sous toute réserve—que nous nous sommes entendus sur un programme de financement avec la province de l'Alberta. Suivant les renseignements les plus récents que je possède, l'Alberta a fait une proposition au gouvernement fédéral en début de semaine. Il faudra que je contrôle l'assertion de mon honorable ami suivant laquelle les deux gouvernements se sont entendus sur un programme de financement, parce qu'aux derniers renseignements tel n'était pas le cas.

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, si je demande cette précision c'est que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources aurait déclaré diverses choses, selon le *Globe and Mail* à propos d'un accord conclu avec l'Alberta au sujet du financement. Il disait ensuite:

L'accord de financement serait ensuite présenté aux six entreprises du groupe OSLO aux fins de négociation . . .

Les deux niveaux de gouvernement auraient donc mis au point une formule de financement qu'ils vont présenter aux membres du consortium. Si j'ai mal compris, je voudrais qu'on m'éclaire. Je croyais, selon ce que le ministre avait dit auparavant, qu'OSLO avait fait une proposition aux gouvernements, et non l'inverse.

Le sénateur Murray: Les responsables d'OSLO avaient fait une proposition que les gouvernements fédéral et albertain ont étudiée tant au niveau des fonctionnaires que des ministres. Il y a eu deux réunions ministérielles ces derniers jours, soit la semaine dernière, je crois, et au début de cette semaine.

Nous n'avons pas encore répondu officiellement aux membres du consortium mais nous espérons le faire sous peu. Les dernières nouvelles ne semblent pas du tout indiquer que le gouvernement fédéral et l'Alberta se soient fermement entendus sur une formule de financement. A ce que je sache, le gouvernement albertain nous a fait une proposition qui est présentement à l'étude.

Je répète toutefois que je n'ai pas vu le ministre depuis quelques heures. Je dois donc m'en tenir à l'information que je possède et qui remonte à au moins hier. J'irai cependant aux renseignements. A ce que je sache, encore une fois, il ne semble pas que nous nous soyons entendus avec le gouvernement de l'Alberta sur une formule de financement.

Le sénateur Olson: Pas très utile. Comme le leader du gouvernement s'est engagé à obtenir des renseignements, je soulèverai à nouveau la question mardi prochain.

[Le sénateur Olson.]

L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

LE RESPECT DE LA LOI

L'honorable Lorna Marsden: Honorables sénateurs, vous vous souviendrez que le Sénat a exprimé son appréhension lorsque le gouvernement a adopté la Loi sur l'équité en matière d'emploi il y a environ deux ans. C'était hier que les employeurs devaient, pour la première fois, se conformer à ce que nous aurions préféré appeler la loi sur l'établissement de rapports statistiques. Depuis quelque temps, les employeurs accumulent des montagnes de données à grands frais.

Je voudrais demander au leader du gouvernement au Sénat combien d'employeurs ont remis leurs rapports avant le 1^{er} juin et quelle proportion de ceux assujettis à la Loi sur l'équité en matière d'emploi ou au Programme de contrats fédéraux ont respecté les exigences.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Honorables sénateurs, je ne connais pas la réponse à cette question. Je devrai me renseigner auprès de mon collègue.

LA CONSTITUTION

L'ENTENTE CONSTITUTIONNELLE DE 1987—LES DISCUSSIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES SUR LA MODIFICATION DES TERMES DE L'ENTENTE

L'honorable Daniel A. Lang: Je voudrais poser au leader du gouvernement au Sénat une question relative à l'accord du lac Meech, particulièrement en ce qui concerne le concept d'un tout indissociable. Vos hauts fonctionnaires et les représentants du Québec relevant de M. Rémillard sont-ils en train de discuter de la modification éventuelle des modalités de l'accord du lac Meech?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): La réponse à cette question est non, honorables sénateurs.

Le sénateur Lang: J'ai une question supplémentaire: De telles discussions sont-elles en cours avec des représentants d'autres provinces?

Le sénateur Murray: Là encore, la réponse à cette question est non.

LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON

LA PRÉSIDENTE—LA NOMINATION POUR COMBLER LE POSTE VACANT

L'honorable B. Alasdair Graham: Honorables sénateurs, puis-je poser une question au leader du gouvernement au Sénat concernant la présidence de la Société de développement du Cap-Breton qui, comme le sénateur Murray le sait, est vacante depuis plus de six mois.

Est-ce que le gouvernement choisira bientôt une personne pour doter ce poste?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement et ministre d'État (Relations fédérales-provinciales)): Oui, honorables sénateurs.